

Préfecture  
Service de la Coordination et du Soutien  
Interministériels  
Bureau de l'environnement

Installations Classées  
pour la Protection de l'Environnement

**Arrêté préfectoral du 23 MAI 2024**  
**portant mise en demeure à l'encontre de l'EARL DES LYS**  
**exploitant un élevage de porcins**  
**situé au lieu-dit « la Cime » sur la commune de COMBRAND**

La Préfète des Deux-Sèvres  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 ;
- Vu** le tableau constituant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, annexé à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;
- Vu** le décret n°2007-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 15 février 2022 nommant Madame Emmanuelle DUBÉE en qualité de préfète des Deux-Sèvres ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 nommant Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2102 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2023 portant délégation de signature à M. Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;
- Vu** l'arrêté d'autorisation n° 4056 du 3 juillet 2003 et la prise d'acte E45 du 3 novembre 2016 autorisant l'EARL DES LYS, à exploiter l'installation classée pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement et le projet de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier en date du 22 avril 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** le courrier en date du 24 avril 2024 informant, dans le cadre de la procédure contradictoire, conformément à l'article L. 171-8, l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure susceptible d'être pris à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations et de la possibilité d'une publicité de cet acte ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier du 24 avril 2024 susvisé ;

**Considérant** que l'article 14 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 pré-cité prescrit :

« Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques » ;

**Considérant** que l'article 15 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 pré-cité prescrit :

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. » ;

**Considérant** le rapport d'inspection du 20 octobre 2017 et le courrier en date du 21 novembre 2017 ;

**Considérant** le rapport d'inspection du 15 avril 2024 ;

**Considérant** qu'il y a lieu conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure l'EARL DES LYS de mettre en conformité son exploitation située à COMBRAND ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres,

## ARRÊTE

### Article 1 – Exploitant

L'EARL DES LYS dont le siège social est situé 8 Route de Saint-Marsault – rue de Tournemy – 85 700 MENOMBLET, autorisé à exploiter un élevage de porcins au lieu-dit « la Cime » sur la commune de COMBRAND, relevant de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, est mise en demeure de respecter les dispositions détaillées à l'article 2 du présent arrêté.

### Article 2 – Application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement

Au plus tard le 30 juillet 2024, l'installation doit être mise en conformité avec les prescriptions suivantes :

- Faire vérifier les installations électriques par un professionnel ;
- Nettoyer les abords (lierre, et divers matériaux non utilisés).

Au plus tard le 30 octobre 2024, l'installation doit être mise en conformité avec les prescriptions suivantes :

- Mettre en place un compteur d'eau sur le forage (puits) et relever mensuellement les consommations d'eau ;
- Clôturer la fosse à lisier ;
- Réparer l'étanchéité de la pré-fosse du quai.

### Article 3 – Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 4 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

### Article 5 – Publication

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'EARL DES LYS ainsi qu'au maire de COMBRAND.

NIORT, le **23** MAI 2024

Pour la Préfète et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,

  
Patrick VAUTIER

